

ARRÊTÉ MUNICIPAL
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE
N° 2023-SJ-89

Le Maire de la Ville de Metz

VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-30 ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant désignation du Maire et des Adjoints ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 portant aménagement des délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire et possibilité de subdélégation de ces dernières à un ou plusieurs Adjoints et membres du Conseil Municipal ;

VU l'arrêté de délégation de fonctions n° 2022-SJ-330 de M. le Maire à Mme Jacqueline SCHNEIDER en date du 11 octobre 2022 ;

CONSIDERANT la nécessité qu'il y a de compléter et de préciser la portée des délégations de fonctions ainsi consenties ;

ARRÊTE :

Article 1 : Mme Jacqueline SCHNEIDER, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour assurer, en qualité de titulaire, ces mêmes fonctions et signer tous les actes, documents, arrêtés, décisions et courriers que comportent la gestion normale et l'administration courante de la Ville de Metz dans les domaines et matières concernant :

- Transition numérique, inclusion numérique ;
- Emploi et insertion professionnelle ;
- Préparation et présentation du budget relatif à ces domaines ;
- Coordination de l'action municipale sur le quartier de Devant-les-Ponts ;

En sa qualité de suppléante, Mme Jacqueline SCHNEIDER assurera les fonctions et prérogatives de

- M. Marc SCIAMANNA, Adjoint au Maire, dans les domaines et matières concernant :
 - Vie étudiante, vie de campus, animation étudiante, relation avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
- Mme Rachel BURGUY, Adjointe au Maire, dans les domaines et matières concernant :
 - Economie sociale et solidaire, économie circulaire ;
 - Transition écologique, transition énergétique, lutte contre le dérèglement climatique ;

- Développement, promotion et fonctionnement d'un haut lieu de l'écologie urbaine au sein du cloître des Récollets s'appuyant notamment sur l'Institut Européen d'Ecologie et l'ALEC ;
- Qualité de l'eau et qualité de l'air ;
- Bien-être animal, animal en ville, biodiversité.

Article 2 : En application du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Mme Jacqueline SCHNEIDER venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle doit, en tant que titulaire d'une délégation d'attributions informer Monsieur le Maire par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle elle peut être confrontée en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 : Au titre des dispositions de l'article 1 ci-dessus, Mme Jacqueline SCHNEIDER pourra signer les décisions prises en application des compétences déléguées énumérées aux 1°, 2°, 4° (pour tout ce qui tient à la préparation, passation, règlement des marchés et des accords cadre d'un montant inférieur à 25 000 € HT et signature de leurs avenants ainsi que tout ce qui tient à l'exécution des marchés quel qu'en soit le montant), 5°, 7°, 9°, 10°, 24° et 26° de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite des besoins du ou des services dont elle a la charge en qualité de titulaire ou de suppléante.

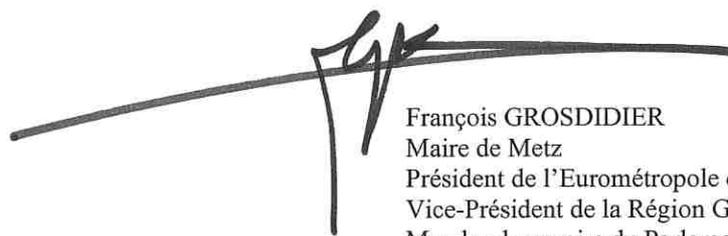
En cas d'empêchement de Monsieur le Maire, les décisions relatives aux matières lui ayant été déléguées seront prises suivant les mêmes modalités et aux mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Article 4 : L'arrêté municipal portant délégation de fonctions et de signature n°2022-SJ-330 en date du 11 octobre 2022 au profit de Mme Jacqueline SCHNEIDER est abrogé.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 6 : Mme la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Principal et au Préfet de la Moselle.

Fait à Metz, le 17 OCT. 2023



François GROSDIDIER
Maire de Metz
Président de l'Eurométropole de Metz
Vice-Président de la Région Grand-Est
Membre honoraire du Parlement

